

A. Essor et déclin des puissances : un regard historique

1) L'Empire ottoman, de l'essor au déclin

1.1) Grandeur et décadence de La « Sublime Porte »

- a) De l'émirat à l'Empire (1299-1451)
- b) L'apogée de l'Empire (1451-1566)
- c) De l'Empire Ottoman à la République turque (1571-1922)

1.2) Les moteurs de la suprématie

- a) Le sultan, souverain absolu
- b) Une administration centralisée et une armée puissante
- c) Une civilisation riche et prospère

1.3) Les facteurs du déclin

- a) Les pressions externes
- b) Les divisions internes

2) Une puissance qui se reconstruit après le démantèlement d'un empire : la Russie depuis 1991

- 2.1) L'expérience traumatisante de la transition post soviétique
- 2.2) Vladimir Poutine et la verticalisation du pouvoir
- 2.3) Le retour sur la scène diplomatique internationale

Thème 2 : Analyser les dynamiques des puissances internationales

Pages 76-135

Photo p79 « Dirigeants du G7 en 2018 »

Introduction

Le pouvoir de faire, de ne pas faire et de faire faire.

D'Oswald Spengler, *Le déclin de l'Occident* » en 1918, à *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie* de **Jared Diamond** en 2006, les causes de la naissance et de la disparition des grandes puissances sont l'objet de débats.

Les fondements traditionnels de la puissance, territorial, démographique, militaire et diplomatique, économique et culturel, redéfinis par **Joseph Nye** en 1990 dans les notions de hard et de soft power, sont les facteurs de l'émergence d'entités impériales qui à leur apogée, dominent des espaces plus ou moins étendus et des populations plus ou moins nombreuses.

Mais l'apogée n'est que transitoire : la thalassocratie athénienne, les empires romain, byzantin, ottoman ou encore l'URSS ont un jour disparu sous les coups de boutoir de leurs concurrents qui ont su profiter des divisions internes qui s'approfondissent conséquemment à la perte de puissance.

Dans un monde de plus en plus multipolaire où la domination étatsunienne et occidentale est de plus en plus contestée, l'étude des dynamiques des puissances internationales met en évidence les rapports de force qui équilibrent, ou déséquilibrent, l'ordre géopolitique mondial.

Problématiques

Quelles sont les causes de la naissance et du déclin des puissances ?

Quelles sont les formes indirectes de la puissance ?

Quelles sont les bases de la puissance étatsunienne aujourd'hui ?

La puissance étatsunienne : hégémonique ou partagée ?

Comment la puissance étatsunienne s'impose-t-elle dans le monde et quelles sont les résistances qui s'y opposent et la limitent ?

A. Essor et déclin des puissances : un regard historique

Tableau 4 p85 « Soliman le Magnifique et sa cour, 1549 »

Une 8 p 87 « Le Petit Journal, 18 octobre 1908 »

Vocabulaire et notions

BRICS	Empire
Étranger proche	Eurasisme
Hégémonie	Organisation de coopération de Shanghai (OCS)
Oligarque	Sublime porte
Sultan	Tanzimat

Acteurs

Soliman le Magnifique (1494-1566)	Mustafa Kemal (1881-1938)
Boris Eltsine (né en 1931)	Vladimir Poutine (né en 1952)

Dates

1299-1922 : début et fin de l'Empire ottoman	1453 : Prise de Constantinople
1571 : Défaite navale de Lépante	1923 : Traité de Lausanne
1991 : Fin de l'URSS	1994-1996 / 1999 : Guerres de Tchétchénie
2000 : Début de la présidence de Vladimir Poutine	2001 : Création de l'OCS
2004 : Procès de l'oligarque Mikhaïl Khodorkovski	2004 : Révolution orange en Ukraine
2007 : Cyberattaque contre l'Estonie	2008 : Intervention militaire de la Russie en Géorgie
2014 : Début de l'intervention militaire en Syrie	2014 : Annexion de la Crimée

Introduction

La confrontation de l'histoire ottomane et de l'histoire russe contemporaine permet de mettre en évidence les mécanismes à l'origine de l'essor des puissances impériales comme ceux de leur déclin.

1) L'Empire ottoman, de l'essor au déclin

Dossier p84-87 « Vie et mort d'une puissance : l'Empire ottoman »

Édifié au début du XIV^e siècle sur les ruines de l'Empire seldjoukide d'Anatolie, puis sur celles de l'Empire byzantin au XV^e siècle, maître de la Méditerranée, de l'Afrique du Nord, de l'Europe balkanique, du Proche-Orient et de la mer Noire, l'Empire ottoman constitue aux XVI^e et au début du XVII^e siècle une réelle menace pour les Etats européens. Pour autant, dès la seconde partie du XVII^e siècle, il amorce une phase de repli qui prend fin en 1922 avec sa disparition.

1.1) Grandeur et décadence de La « Sublime Porte »

a) De l'émirat à l'Empire (1299-1451)

Carte 1 p84 « Un empire entre Europe, Afrique et Asie »

Au XIII^e siècle, la décomposition de l'Empire seldjoukide renforce l'autonomie des tribus turcomanes d'Anatolie auparavant sous son contrôle.

C'est le cas de l'**Émirat** dirigé par **Osman** (Uthman) à partir de **1290**, influencé par les milieux religieux **musulmans**, qui se distingue par ses succès à l'Ouest contre les **Byzantins chrétiens**. Ces successeurs poursuivent son entreprise et consolident leur présence sur la **façade occidentale de l'Anatolie**, face aux possessions européennes des Byzantins, puis sur les côtes de **Thrace** et de **Macédoine**. **Gallipoli** est conquise en 1354.

L'expansion contre les chrétiens continue durant toute la seconde partie du XIV^e et la première du XV^e. La bataille de **Kosovo** contre les **Serbes** en **1389** confirme les prétentions du sultan sur l'**Europe balkanique** et les incursions jusqu'à la **Hongrie** contraignent le roi **Sigismond** à appeler à la croisade les autres Etats européens. Ceux-ci sont défaits à **Nicopolis** en **1396**.

A l'avènement de **Mehmet II** en **1451**, l'Empire a consolidé sa **base anatolienne**, résisté aux menaces orientales et imposé son autorité à l'**Europe balkanique** et une partie de l'**Europe orientale**.

b) L'apogée de l'Empire (1451-1566)

Texte 2 p85 « Lettre de Soliman à François 1^{er} en 1526 »

La prise de Constantinople en 1453 constitue un tournant décisif dans la construction de la puissance **ottomane** car la ville est un maillon essentiel entre l'Europe et l'Asie. Rebaptisée **Istanbul** elle est le lieu de résidence du **Sultan**, de son gouvernement et la **capitale impériale**. De plus, le Sultan apparaît comme l'héritier de l'Empire byzantin et comme l'acteur majeur de la victoire de l'**Islam** sur la **chrétienté**.

Les conquêtes militaires continuent : le **Khanat de Crimée** est soumis, **Venise** pour préserver ses positions commerciales devient tributaire en 1479 et la quasi-totalité des pays arabes sont conquis (**Mésopotamie, Palestine, Égypte, Tripolitaine, Tunis, Alger**) au début du **XVI^e siècle**. De plus, la **Méditerranée orientale et méridionale** est dominée par la **flotte turque** composée essentiellement de **corsaires**.

Le long règne de Soliman le législateur (**Soliman le magnifique**) de 1520 à 1566 est celui de la lutte contre les Etats européens en général et le **Saint Empire de Charles Quint** en particulier avec le **siège de Vienne en 1529**.

Mais l'**absolutisme** du pouvoir, efficace quand il est aux mains d'une personnalité exceptionnelle comme **Soliman**, en devient le frein quand il tombe dans les mains de successeurs moins talentueux.

c) De l'Empire Ottoman à la République turque (1571-1922)

Carte 7 p87 « Au XIX^e siècle, un empire menacé par les empires coloniaux »

La défaite de la flotte turque face à l'**invincible armada** en **1571** annonce le reflux de la puissance impériale même si celui-ci a été irrégulier et progressif.

Après un nouvel échec devant **Vienne** en 1683, la **paix de Karlowitz en 1699** est le premier traité défavorable à l'Empire qui perd la **Hongrie orientale**.

De plus, l'émergence de l'**Empire russe** qui depuis **Pierre le Grand** dans une « course aux mers chaudes » aux **frontières caucasiennes** constitue une menace sérieuse : les russes prétendent à la protection des sujets **orthodoxes** de l'Empire ottoman. C'est le point de départ de « **la question d'Orient** » qui de la fin du XVIII^e siècle à la fin du XIX^e va voir s'affronter **Russes, Anglais, Français, Autrichiens puis Allemands** autour des débris de plus en plus nombreux d'un Empire devenu « **l'homme malade de l'Europe** », autour de la **mer Noire**, dans les **Balkans** et en **Europe orientale**.

De plus, les **mouvements nationaux**, souvent soutenus par la **Russie**, se multiplient comme en **Serbie** ou en **Grèce**. Cette dernière, après une **insurrection** entamée en 1821, devient **indépendante en 1830**. Quant à l'**Égypte**, elle a non seulement des volontés d'indépendance affichée mais elle impose une autorité dissidente aux provinces musulmanes comme au **Hedjaz** en 1812.

Les défaites de la **guerre de Crimée (1854-1856)** contre les **Russes**, les **Français** et les **Anglais**, puis contre le **Monténégro** et la **Serbie en 1877**, puis contre la **Russie** accélèrent le recul consacré lors de la **conférence de Berlin en 1878** : Serbie et **Roumanie** indépendantes, la **Bulgarie** autonome, la **Bosnie Herzégovine** occupée par les **Austro-hongrois** et **Chypre** par les **Anglais**.

Recentré sur l'Anatolie, l'Empire « turquise » et « islamise » sa politique. C'est dans ce cadre que les **pogroms** contre les **Arméniens** se multiplient pour atteindre leur paroxysme en 1895 et 1896.

Malgré la **révolution des Jeunes Turcs en 1908** qui s'opposent au nom de la sauvegarde de la Turquie à l'action jugée catastrophique du Sultan, les défaites et les reculs continuent : indépendance de la **Bulgarie** en 1908, révolte en **Albanie**, défaite contre les Italiens en **Tripolitaine** en 1911-1912, défaite contre les **Bulgares**, les **Grecs** et les **Serbes** lors des **guerres balkaniques de 1912-1913**. En 1914, l'Empire ottoman n'a plus de possession en **Europe** et ses positions en **Afrique du Nord** et au **Proche-Orient** sont durablement affaiblies.

La participation à la **Première Guerre mondiale** du côté de la **Triple alliance** qui est défaite en 1918 précipite la chute. Le **traité de Sèvres en 1920** démembre l'Empire : La Turquie est réduite à la partie occidentale de l'**Anatolie** (la partie orientale devrait revenir à un **État kurde** autonome et à un **État arménien** indépendant) et ses dernières possessions notamment la **Mésopotamie** et la **Palestine** confiées aux **mandats français et anglais**.

En réaction à des traités considérés comme injustes, un général, **Mustafa Kemal**, au nom du nationalisme turc entame une lutte contre le pouvoir impérial et une « **guerre de libération** » contre les puissances garantes des traités. Victorieux, il signe le **traité de Lausanne en 1923**. La **Turquie** est souveraine sur toute l'**Anatolie** et sur la **Thrace orientale** et continue ainsi de contrôler les **détroits du Bosphore et de Dardanelles**, seul point de passage entre la **mer Noire** et la **Méditerranée**. Fort de ses succès, **Mustafa Kemal** proclame la **République turque en 1923** et l'**abolition du califat en 1924**.

1.2) Les moteurs de la suprématie

a) *Le sultan, souverain absolu*

Il est chef temporel et spirituel, à la tête d'un **État centralisé** commandé depuis son palais d'**Istanbul, Topkapi**. C'est aussi, depuis qu'au XVI^e siècle il a reçu l'hommage du Chérif de La Mecque, le protecteur et serviteur des deux villes saintes, **La Mecque et Médine**, c'est à dire le **commandeur des croyants** et **successeur du prophète** : le **Calife**.

Ainsi **chef spirituel de l'Islam sunnite**, le sultan sait entretenir l'élan religieux qui donne une **unité idéologique** aux conquêtes de l'Empire contre les Etats chrétiens.

Outre **Osman** l'initiateur, la personnalité remarquable de certains sultans, chefs de guerre victorieux et administrateurs pragmatiques a permis la consolidation progressive de cet ensemble pendant plusieurs siècles : **Mehmet II, Selim I** et bien sûr **Soliman le magnifique**.

b) *Une administration centralisée et une armée puissante*

Le **Grand vizir**, désigné par le sultan préside le **Divan**, le conseil du gouvernement, qui réunit les **vizirs** (chancelier, responsable des finances, Grand amiral, Aghan des janissaire) responsables de **l'administration de l'État**.

Une diplomatie habile et pragmatique permet à l'Empire de consolider ses positions (soumission progressive de **Venise**), d'affaiblir ses adversaires (**alliance de revers avec François 1^{er}** dans la première moitié du XVI^e siècle) et de contenir les prétentions des puissances extérieures (attribution de **capitulations commerciales** aux **Français** à la fin du XV^e siècle, puis au **Anglais** et aux **Hollandais** au début du XVI^e siècle).

Les territoires conquis (**timar et zymayet**) sont attribués à des militaires qui les contrôlent, les mettent en valeur et sont chargés de lever les **troupes auxiliaires**. La soumission des anciens seigneurs locaux est facilitée par le maintien de leur autonomie et des particularismes locaux à condition qu'en échange de la sécurité assurée par l'Empire, ils paient leur **tribut** et fournissent des soldats.

Enfin, les affaires et la **justice civile** restent administrées par les **institutions religieuses locales** dans le cadre des **millets**, qu'elles soient musulmanes, chrétiennes ou juives.

L'armée prend son aspect définitif au XVI^e siècle. Les troupes, payées par le **Trésor**, sont organisées et bien équipées, notamment l'artillerie. Un corps d'élite est recruté sur capacités, les **janissaires**. Il faut ajouter à ce noyau les **troupes de province** fournies par les timars et zimayets. Enfin, la **marine turque**, dirigée par le **Grand amiral** et composée essentiellement de **corsaires**, domine, malgré la défaite de **Lépante**, jusqu'au XVII^e siècle la **Méditerranée orientale** et tient à distance les flottes des Etats chrétiens, notamment espagnole.

c) *Une civilisation riche et prospère*

Istanbul à partir du XVI^e siècle reflète la prospérité de l'Empire et l'accumulation de richesses issues du contrôle du commerce entre **l'Asie** et **l'Europe** par le **mer Rouge**, le **golfe Persique** et **l'isthme arabe**, mais aussi du **commerce méditerranéen**.

Ces ressources, augmentées des revenus des conquêtes permettent le financement de l'État par le biais d'une **fiscalité** affermée régulièrement perçue : impôts fixes ou proportionnels sur les terres des **tributaires**, douanes, taxes extraordinaires, **dîme** pour les musulmans, **capitation** pour les autres, contributions locales, droit de succession, **tributs** provinciaux, tributs des Etats « protégés » ...

Le rayonnement culturel de la civilisation ottomane est à son apogée au XVI^e siècle, « **siècle d'or** » pour la littérature et notamment la poésie mais aussi l'**architecture palatiale** et religieuse. La construction de **mosquées sultaniennes** sur le modèle des transformations de l'**église Sainte-Sophie** en mosquée se diffuse dans les plus grandes villes des provinces de l'Empire.

Cette civilisation fascine jusqu'en Europe où le faste et le prestige du sultan suscitent un intérêt curieux à l'origine de l'**orientalisme**.

1.3) Les facteurs du déclin

a) Les pressions externes

A la résistance ancienne des **Etats chrétiens d'Europe de l'Est**, il faut ajouter la pression croissante de l'**Empire russe** qui progresse régulièrement sur ses marches méridionales depuis **Pierre le grand**. Les **tsars**, protecteurs auto-proclamés des chrétiens de l'Empire encouragent les rebellions et les insurrections. Au XIX^e siècle, ils peuvent compter sur la montée du **sentiment national en Europe orientale (Bulgarie et Roumanie)**, dans les **Balkans (Serbie)** et en **Grèce**. Enfin, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes selon les **principes wilsoniens** qui s'imposent lors de la **Conférence de la paix de 1919**, précipitent le démembrement de l'Empire et la redistribution de ses anciennes possessions en zones d'influences pour ses rivaux (**mandats français et britannique en Mésopotamie** et au **Levant** par exemple.)

Le déclin est aussi économique. La concurrence de la **route du Cap** dès la fin du XVI^e siècle, entame le contrôle ottoman sur le commerce avec l'Asie et réduit d'autant les revenus douaniers. De plus, les ambitions françaises et surtout anglaise, pour qui la région devient stratégique pour accéder aux **Indes**, perle de l'Empire britannique en pleine croissance depuis le XVII^e siècle, obligent à des concessions comme les **capitulations** (privilège d'établissement dans les provinces de l'Empire).

Les compagnies de commerce européennes exportent des produits finis comme les tissus vers l'Empire et importent des matériaux bruts vers l'Europe. **Ce commerce « d'exploitation »** ne fait que croître avec le **différentiel de développement** qui se creuse entre des Etats européens qui se modernisent et l'Empire ottoman qui stagne. Des ingénieurs et militaires français au XVIII^e siècle et allemands au XIX^e sont même recrutés pour réorganiser l'armée ottomane devenue obsolète. Enfin, la **banqueroute** de l'État consécutive à l'affaiblissement de ses positions, met l'Empire sous la tutelle de ses **créanciers**, essentiellement européens.

b) Les divisions internes

Les périodes **d'anarchie**, consécutive aux luttes pour le pouvoir, se sont succédées dès le début du XVII^e siècle. Le pouvoir du **Sultan** affaibli par des **querelles de succession** est convoité par les militaires. En 1622, les **janissaires** exécutent le Sultan **Osman II**. En 1808, c'est le Sultan **Selim III** qui est victime de leurs intrigues. **Mahmud II** croit éliminer définitivement la menace avec la suppression et le massacre des janissaires en 1826. Pourtant, la révolution des officiers **Jeunes-Turcs** en **1908** conduite par **Enver pacha** met un terme définitif à l'illusion de la souveraineté du sultan. C'est aussi un jeune général, **Mustafa Kemal**, qui porte le coup de grâce avec la **proclamation de la République en 1923**.

Pourtant, depuis le début du XIX^e siècle, les sultans conscients de l'accumulation des difficultés tentent de réformer l'Empire pour le consolider. Mais, en fonction des circonstances ou de la personnalité des sultans, elles oscillent entre **des réformes libérales** à l'euro-péenne, comme les **tanzimats** initiées par **Abdul-Medjid** en **1839** (égalité des sujets de l'Empire, impôts proportionnels directement versés à l'État, pouvoir central à l'euro-péenne, **parlement et constitution en 1876**) et des retours brutaux à des pratiques autoritaires avec **Abdülhamid** à partir de 1877.

Ce dernier est à l'origine d'un premier resserrement sur l'**Anatolie** et les **provinces arabes** en utilisant l'**Islam sunnite** comme ciment d'unité. Il rompt ainsi avec une tradition ottomane basée sur le mélange des élites dans l'Empire. Par exemple, les **janissaires** étaient « recrutés » dans les territoires européens conquis : des enfants étaient sélectionnés, enlevés, **turquisés** puis **islamisés** avant de rejoindre le corps militaire. D'autres Européens soumis étaient encouragés à venir s'installer à **Istanbul** pour servir les affaires publiques. Enfin, des **Turcs** étaient envoyés dans toutes les provinces.

La **turquisation** et l'**islamisation** de l'appartenance à l'empire sont les moteurs des **pogroms** contre les **Arméniens** en 1895 et 1896. Cette politique est reprise et accentuée au nom du **nationalisme turc** par les **Jeunes-Turcs** qui décident de l'élimination systématique des arméniens de l'Empire en 1915 et 1916.

2) Une puissance qui se reconstruit après le démembrement d'un empire : la Russie depuis 1991

Dossier p 88-91 « Une puissance en reconstruction : la Russie depuis 1991 »

Photos « Boris Eltsine et Bill Clinton ; Vladimir Poutine au Kremlin »

Au cœur de la **superpuissance soviétique** qui, de 1947 à 1991 durant la Guerre froide, a défié la suprématie étatsunienne, la **Russie** est devenue une puissance affaiblie et secondaire après l'**éclatement de l'URSS en 1991**. A partir de 2000, l'arrivée au pouvoir de **Vladimir Poutine** sonne la fin de la retraite. Au début du XXI^e siècle, la Russie tente de réimposer sa puissance sur la scène internationale.

2.1) L'expérience traumatisante de la transition post soviétique

Graphique 4 p89 « Dissolution de l'URSS et thérapie de choc : la décennie noire (1989-1998)

Le coup de grâce qui provoque la **disparition de l'URSS le 25 décembre 1991** est donné par le président de la **RSFSR** (République soviétique fédérative socialiste de Russie) **Boris Eltsine**. Cette décision est motivée par la volonté d'éliminer le président d'URSS **Mikhaïl Gorbatchev** affaibli par les oppositions suscitées par ses réformes et justifiée par l'idée simpliste que les difficultés économiques de la Russie sont le fait des autres républiques. En encourageant les 14 autres républiques d'URSS à s'émanciper, **Boris Eltsine** renonce de fait à l'**idée impériale** héritée des **tsars** et prolongée par l'**Union soviétique**. La Russie perd l'influence qu'elle avait patiemment bâtie sur ces **marges occidentales et méridionales**, véritable **glacis protecteur de la Finlande à l'Asie centrale**.

La construction hâtive et inachevée de la **CEI**, censée préserver les liens économiques entre les anciennes républiques est un échec. Les **Etats Baltes** et la **Géorgie** refusent d'y adhérer et l'imprécision des objectifs est source de tensions, notamment lors de la division de la prestigieuse **Armée rouge** en armées nationales concernant la répartition de l'**arsenal nucléaire** ou les prétentions ukrainiennes sur la **flotte de la mer Noire**.

Les anciennes **démocraties populaires** d'Europe orientale sortent de l'orbite russe et adhèrent à l'**Union européenne** et à l'**OTAN**, tout comme les trois Etats baltes, **Estonie, Lettonie, Lituanie**. De plus, la **Géorgie** et l'**Ukraine** manifestent clairement la volonté de suivre la même voie. Les **Russophones**, nombreux dans les anciennes républiques et satellites sont au cœur des enjeux et l'enclave de **Kaliningrad** et la **Transnistrie**, autrefois incluses dans le « **bloc de l'Est** » sont désormais séparées et isolées du territoire russe.

Bien que réduit, le territoire de la nouvelle Russie reste immense : 17 millions de km², divisés en 21 républiques, 5 territoires autonomes et une région autonome, peuplé de 146 millions d'habitants de « 100 nationalités ». Dans un contexte d'affaiblissement du **pouvoir central**, les **forces centrifuges** se développent et les **autorités provinciales** deviennent autonomes de fait. La **lakoutie** (Sakha) par exemple, province de 3 millions de km² aux **confins sibériens**, peuplée de 1 million d'habitants dont un tiers de Russes, voudrait sortir de l'orbite moscovite de la **Russie d'Europe** pour se rapprocher des États d'Asie et profiter ainsi de leur dynamisme économique.

Dans le **Caucase**, la **Tchéchénie**, petite république peuplée de **musulmans** est déchirée par une **guerre civile** entre les partisans de l'indépendance et les **prorusses**. La Russie intervient lors d'une première guerre de 1994 à 1996. Mais les tensions reprennent, alimentée par la percée **d'islamistes** qui revendiquent le rattachement de tous les musulmans de Russie à un **califat**. La guerre reprend en 1999 et **Grozny** est rasée par des militaires russes pas toujours « contrôlés ».

Ce reflux de l'autorité de l'État est amplifié par les désordres engendrés par des **transitions économique et politique** précipitées aux conséquences dramatiques pour la plupart des Russes. Le passage d'une **économie collectivisée et planifiée** à une **économie capitaliste libérale** en quelques années bouleverse la société russe. Pendant que certains **oligarques**, souvent issus de l'ancienne **nomenklatura soviétique**, bâtissent de rapides fortunes en rachetant à des conditions particulièrement avantageuses les **entreprises publiques privatisées**, les retraités, les fonctionnaires entre autres sont les victimes de l'effondrement des **services publics**. Le **PIB par habitant** diminue quasiment de moitié dans les années 1990 dans un climat de **récession** généralisée. La **corruption** s'installe à tous les niveaux de l'administration et les **mafias** imposent violemment leur présence dans les milieux économiques pour blanchir l'argent généré par des activités criminelles en pleine expansion.

Enfin, la personnalité excessive et parfois pathétique de **Boris Eltsine**, volontiers **démagogue**, chef d'État corrompu et alcoolique notoire, objet de moqueries incessantes dans la presse et les chancelleries internationales, parachève l'humiliation dont les Russes sont l'objet depuis 1991.

2.2) Vladimir Poutine et la verticalisation du pouvoir

Carte 1 p88 « Géopolitique et morcellement de l'URSS »

Son successeur s'impose dans le chaos en 2000. **Vladimir Poutine**, ancien agent du **KGB** en **RDA** au moment de l'effondrement du mur de Berlin, puis bras droit du maire de **Saint Pétersbourg** et enfin directeur du puissant **FSB** est un homme pragmatique et ambitieux qui souhaite enrayer par tous les moyens l'affaiblissement de la puissance russe.

Arrivé au pouvoir dans le sillage de **Boris Eltsine** qui le présente comme son héritier et avec l'aide et l'appui des **oligarques**, le nouveau président va rapidement et cyniquement montrer qu'il n'est l'homme de personne. Il bâtit l'image autoritaire d'un dirigeant à poigne qui sait s'imposer par la force si besoin : son passé d'officier du KGB, sobre et physiquement fort, l'exact opposé de **Boris Eltsine**, est mis en avant et les conseils des ministres où il limoge brutalement ses collaborateurs sont retransmis en direct à la télévision. **Vladimir Poutine** est l'incarnation de la résurrection de la puissance russe.

Les premières victimes de la **verticalisation du pouvoir** sont les **oligarques**. En 2004, le plus puissant d'entre-deux, **Mikhaïl Khodorkovski**, président du groupe pétrolier **loukos**, est jugé et condamné pour plusieurs délits financiers. Ayant reçu le message, certains s'expatrient à **Londres** tandis que ceux qui restent ont compris qu'il faudra pour rester influents et libres, accepter les nouvelles règles. Cette reprise en main des milieux économiques s'accompagne d'un contrôle accru des provinces et de leurs dirigeants par le pouvoir central.

Le secteur énergétique est l'objet de toutes les intentions, et permet à la Russie de devenir le **1^{er} producteur mondial de gaz et le deuxième de pétrole**. Exportatrice vers les **États-Unis** et vers **l'Union européenne**, elle profite de la hausse des cours à partir de 2003 et rétablit en partie son économie. La croissance de la société **Gazprom** confirme le statut de **puissance énergétique** de la Russie.

Face aux attentats et prises d'otages commis par les **indépendantistes Tchétchènes** à **Moscou** en 2002 et à **Beslan** en 2004, Vladimir Poutine organise une violente répression contre les « **culs noirs** » qu'il assume pleinement « *J'irai butter les tchétchènes jusque dans les chiottes* » déclare-t-il en conférence de presse après les attentats. En 2005, il place un **autocrate** tchétchène pro-russe à la tête de la province : **Ramzan Kadyrov** qui depuis administre la Tchétchénie avec une poigne de fer. Vladimir a repris en main le pouvoir central russe, et il tient à ce que ça se sache.

2.3) Le retour sur la scène diplomatique internationale

Texte 6 p91 « **La Russie de Poutine : ni Orient, ni Occident** »

La politique étrangère russe hésite depuis 1991 entre deux attitudes. Un **partenariat stratégique** responsable et une coopération avec les **États-Unis et l'Union européenne**, ou un resserrement des liens avec les **Etats asiatiques** voisins **d'Asie centrale** ou plus « lointains » comme la **Chine** et **l'Iran**, **l'eurasisme** pour contrebalancer la suprématie étatsunienne. Anciennes tendances qui ont toujours influencé un État « à cheval » sur deux continents.

Dans le contexte de **la lutte anti-terroriste** post 11 septembre 2001, la Russie, qui partage les mêmes inquiétudes sur ces **marges caucasiennes**, propose ses services aux États-Unis et laissent même ceux-ci installer des bases de l'US Air Force en **Ouzbékistan** et au **Kirghizistan** pour faciliter les opérations militaires en **Afghanistan**.

Cependant, la non dissolution de **l'OTAN**, son élargissement aux **Etats baltes** et aux anciennes **démocraties populaires** inquiètent la Russie qui perçoit ces dynamiques comme une volonté délibérée de l'encercler. Il est temps pour Poutine de rétablir l'influence russe sur « **l'étranger proche** » et **l'Ukraine** et la **Géorgie** sont les limites que **Vladimir Poutine** impose ouvertement aux occidentaux à partir de la **Révolution orange en Ukraine en 2004**.

Vladimir Poutine ne peut accepter l'émancipation de l'Ukraine, maillon essentiel de **la Russie tsariste et soviétique**, peuplée de 49 millions d'habitants dont 20% de russophones, **grenier à blé**, dotée d'un imposant **appareil sidérurgique** et d'une **position stratégique en mer Noire** avec la **Crimée**.

Le soutien des services étatsuniens via la **Pologne** est dénoncé, le président **pro-occidental Ioutchenko** est victime d'une tentative d'empoisonnement et le prix du gaz russe livré à l'Ukraine est quadruplé en janvier 2006. Les **russophones**, majoritaires en Crimée (autrefois russe mais ukrainienne depuis 1954) et dans le **Donbass**, servent de **relai d'influence** au service de la politique russe.

Les tensions reprennent en 2013 sous la forme de manifestations violentes soutenues par les occidentaux sur la **place Maïdan** où le gouvernement pro-russe est renversé. Une **guerre de basse-intensité** éclate dans le **Donbass** entre les troupes ukrainiennes et les **séparatistes pro-russes** soutenus par Moscou.

En 2014, les **russophones de Crimée**, proclament le rattachement de la presqu'île à la Russie ce qui constitue une **annexion** de fait. Ainsi **Simféropol** redevient base navale russe en **mer Noire** et un pont joignant les côtes russes à la Crimée est spectaculairement inauguré par **Vladimir Poutine** en 2018.

Pour réaliser ces coups de force, il peut s'appuyer sur un outil militaire réorganisée, modernisé et surtout remobilisé autour d'un **nationalisme** « revanchard » et d'objectifs clairement établis. Puissance nucléaire, terrestre, aérienne, maritime et spatiale qui s'appuie sur un **renseignement** efficace, l'armée russe est un formidable moyen de pression pour la Russie, notamment parce que **Vladimir Poutine** n'hésite pas à l'utiliser de manière unilatérale comme en **Crimée** ou en **Syrie**.

Cette reprise en main de « l'étranger proche » concerne aussi la **Géorgie** depuis la « **révolution des roses** » en **2003** et l'intervention armée des russes en 2008, ou encore **l'Estonie** victime d'une **cyberattaque** russe en 2007 pour « ne pas avoir respecté » les droits des russophones.

En 2014, c'est au-delà que **Vladimir Poutine** impose le retour des intérêts russes. Profitant du retrait relatif des occidentaux au **Moyen-Orient**, il décide de soutenir **Bachar Al Assad** militairement et économiquement dans la **guerre civile syrienne** et il fait ainsi de la Russie un acteur incontournable de la résolution de la crise. Malgré les **sanctions de la communauté internationale** (exclusion du **G8** et sanctions économiques), la Russie utilise son **véto** au **conseil de sécurité des Nations unies** pour conduire une politique jugée par beaucoup comme de plus en plus agressive.

L'exportation d'hydrocarbures est devenue un puissant moyen d'influence géopolitique qui permet de faire pression sur les clients (**Ukraine, États baltes et d'Europe orientale, Allemagne**) par les prix et le choix des tracés des **gazoducs** et des **oléoducs**.

La constitution d'un réseau international de propagande et d'informations dont **Russia Today** et **Sputnik** sont les expressions les plus visibles, s'efforce de légitimer la politique extérieure russe auprès des **opinions publiques**. Cet outil serait aussi utilisé pour influencer les résultats des élections et fragiliser les concurrents de la Russie, comme en 2016 aux **États-Unis** pour faire perdre **Hillary Clinton**, ou pour appuyer le **Brexit** au **Royaume-Uni**. Tous les moyens sont employés pour déstabiliser ceux qui sont considérés comme des obstacles aux intérêts russes, ainsi les partis politiques hostiles à **l'Union européenne**, comme **La Ligue en Italie**, ou le **Rassemblement national en France** reçoivent un appui financier et un soutien politique.

Par ailleurs, Vladimir Poutine consolide les alliances asiatiques pour contrebalancer la suprématie états-unienne. **L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est créée en 2001**. Elle rassemble les **anciennes républiques d'Asie centrale, la Russie et la Chine**. Il s'agit d'une **coopération économique** devenue **sécuritaire et militaire** visant à assurer la **sécurité collective** des membres. Elle s'est élargie en 2017 à **l'Inde** et au **Pakistan**.

Pourtant les incertitudes concernant le devenir de la Russie sont encore nombreuses. Une **économie de rente** s'est installée autour de l'énergie au détriment du secteur productif. De plus, les **sanctions internationales** prolongent les effets négatifs de la **crise économique de 2008** et isolent diplomatiquement le pays. Enfin, après 19 ans d'un pouvoir sans partage, personne ne sait qui sera en mesure de succéder à Vladimir Poutine.

Synthèse p92-93